



Assistance éducative

Toujours pas de prise en compte de l'urgence !

En mars dernier, à la suite de plusieurs événements tragiques, le gouvernement annonçait un « grand plan » pour lutter contre les violences entre bandes de jeunes, phénomène qui touche particulièrement notre département. Malheureusement, dans le Comité Technique « Assistance Éducative » nous avons vu que ce n'était que des effets de manche et qu'il n'y a pas de moyens. En effet, alors que notre académie de Versailles connaît toujours une explosion démographique avec 2 355 élèves supplémentaires dans les collèges et 5600 dans les lycées, alors qu'un nouveau lycée doit ouvrir dans notre département : il n'y a pas un seul poste d'Assistant-e d'Éducation (AED) en plus, mais uniquement des redéploiements du 78 vers le 95 et le 91. L'Essonne recevant 4 postes.

L'Inspection Académique pratique des redéploiements scandaleux entre collèges REP. Cette mesure s'ajoute à une baisse constante des moyens en personnels enseignants en éducation prioritaire. Cette dégradation de l'éducation prioritaire aggravera encore les tensions que connaissent les établissements du 91.

Cette année encore, il n'y a pas les postes de CPE, d'infirmier-e, assistant-e social-e indispensables. Nos élèves ont besoin d'enseignant.es mais aussi de personnels de santé, de personnels sociaux, de CPE, d'AED, et d'AESH, d'autant plus dans la période de crise sanitaire et sociale majeure que nous vivons mais que subissent de plein fouet les familles et les élèves. Les situations d'urgences se multiplient, mais nous avons de moins en moins de moyens pour effectuer un travail de fond sur le climat scolaire. A cause du manque de personnels de vie scolaire, de nombreux établissements sont au bord de l'explosion, la CGT, comme l'ensemble des organisations syndicales, s'est prononcé contre la répartition proposée par l'administration.

Les organisations syndicales saisissent le CHSCT-D de l'Essonne pour qu'il organise une enquête sur les conditions de travail des personnels des vies scolaires dans les établissements du département.

Après ces deux années compliquées, dans un contexte d'explosion démographique, il faut des moyens pour améliorer les conditions d'études des élèves. Il faut sortir les Assistant-e s d'Éducation, AESH et non-titulaires de la précarité en créant rapidement des postes statutaires. La CGT Éducation revendique donc un plan d'urgence pour la rentrée 2021 et un plan massif de titularisation.

Evry, le 24 juin 2021